

LA VIE DE LA PLATEFORME

LA CONFERENCE ANNUELLE DES PARTENAIRES

La conférence 2014 aura lieu le mercredi 10 décembre de 10h à 16h30, à la Carsat Pays de la Loire, 2 place de Bretagne à Nantes. Le thème de l'après midi : l'observation en protection de l'enfance : un défi ?

Programme sur le site de la DRJSCS : <http://www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr/Programme-de-la-conference-des.html>

Inscription gratuite mais obligatoire sur : <http://goo.gl/forms/098iq4s6w4>

PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Une journée d'échanges entre acteurs publics et associations aura lieu le jeudi 20 novembre de 8h30 à 16h30 à l'IUT de Carquefou, 2 av du professeur Jean Rouxel. Elle portera sur les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Pour plus de renseignements sur cette journée : PDL-PLANPAUVRETE@drjscs.gouv.fr

COMITE TECHNIQUE

La prochaine réunion du comité technique est fixée au 2 décembre à 14h30 à la Man.

GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DONNEES

La constitution d'un panier d'indicateurs sociaux à l'échelle EPCI progresse. Des listes d'indicateurs mis à disposition ont été élaborées par plusieurs organismes membres de la Plateforme, la phase de conventionnement est en préparation.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le mardi 20 janvier 2015 après midi.

GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT - HEBERGEMENT

La prochaine réunion du groupe de travail est fixée au mercredi 12 novembre à 14h30, à la Man. A l'ordre du jour : présentation de l'observatoire de l'habitat du Maine et Loire, point sur le groupe de travail technique sur les données de l'hébergement d'urgence (SIAO), indicateurs de suivi départemental du plan pauvreté sur le logement.

VEILLE DOCUMENTAIRE

Cohésion sociale

Écarts de revenus au sein des couples : trois femmes sur quatre gagnent moins que leur conjoint

INSEE Première n°1492, mars 2014, 4 pages

En moyenne, les femmes contribuent à hauteur de 36 % aux revenus du couple. Elles perçoivent un salaire inférieur en moyenne à celui de leur conjoint, travaillent plus souvent à temps partiel et ont un taux d'activité moins élevé. De 2002 à 2011, la contribution moyenne des femmes a augmenté de trois points, du fait principalement du recul de la part des femmes au foyer. Les écarts de revenus au sein des couples sont plus prononcés quand il y a des enfants et quand les conjoints sont mariés ; ils le sont moins quand les couples sont plus jeunes et plus diplômés.

http://www.cdr-copdl.fr/doc_num.php?explnum_id=17736

Près de la moitié de la population française est couverte par au moins une prestation versée par les CAF

CAF, L'essentiel n°146, mai 2014, 4 pages

Près de 31 millions de personnes sont couvertes par les Caf (47 % de la population de la Métropole et des départements d'Outre-mer (Dom), dont 13,8 millions d'enfants). La progression annuelle du nombre d'allocataires observée est de 1,9 % soit 1,1 point plus rapide en 2013 qu'en 2012, dont 0,2 imputable à l'intégration des Industries électriques et gazières.

<http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/146%20-%20essentiel%20-%20beneficiaires%20PL.pdf>

Rapport national

Etude sur la pauvreté et l'exclusion sociale de certains publics mal couverts par la statistique publique

Etude exploratoire réalisée par le bureau d'études FORs recherche sociale à la demande de l'ONPES, Rapport final de mai 2014, 153 pages

L'étude a pour objectif de constituer une liste raisonnée de six groupes de population pour lesquels l'ONPES pourrait ensuite engager des travaux spécifiques visant à mieux rendre compte des mécanismes sociaux à l'oeuvre dans les processus d'exclusion et de l'impact de la pauvreté sur les conditions de vie. L'objectif est, in fine, de pouvoir à la fois mesurer l'importance de ces populations et adapter les politiques publiques à leurs besoins réels. Les 6 groupes sont : les sans domicile stable dont les hébergés chez des tiers ; l'entourage familial des enfants placés ou en voie de l'être ; les personnes logées présentant des troubles de santé mentale ; les sortants d'institution dont les sortants de prison ; les travailleurs indépendants pauvres ; les personnes pauvres en milieu rural.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_ONPES_Publics_invisibles.pdf

Rapport national

Les effets d'une crise économique de longue durée

Huitième rapport de l'ONPES 2013-2014 remis au Secrétaire d'Etat en charge des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, le 2 juillet 2014 au Palais de la femme à Paris.

La pauvreté, en constante hausse depuis 2008, touche 14,3% de la population en 2012. La crise a éloigné de l'emploi de manière durable un nombre accru de personnes d'âge actif, augmentant ainsi le risque d'irréversibilité des situations de pauvreté. Les personnes privées d'emploi, les familles monoparentales et les jeunes sont les premières victimes de la crise de longue durée. Par ailleurs, les chômeurs enregistrent un taux de pauvreté quatre fois plus important que les personnes en emploi. La pauvreté n'affecte pas non plus l'ensemble du territoire de manière identique.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_2013_2014_BD.pdf

Synthèse (4 pages) : http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_France.pdf

Lettre n°3, juillet 2014

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_03_2014-2.pdf

Pauvreté dans les Pays de la Loire : la crise accentue les inégalités sociales et territoriales

Insee Pays de la Loire, Etude n°136, juin 2014, 4 pages

Les Pays de la Loire ont été moins frappés par l'augmentation de la précarité induite par la crise économique amorcée en 2008. En 2011, 11,6 % de la population régionale vit sous le seuil de pauvreté, représentant une augmentation de 0,9 point par rapport à 2008, contre 1,2 point en France métropolitaine. En dépit d'une évolution de l'emploi dans la région un peu plus favorable, expliquant en partie ce constat, le marché du travail s'est nettement dégradé. Les politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté sont en outre confrontées à des enjeux localisés : à l'image de la forte montée de la précarité dans la Sarthe, la crise économique a renforcé les inégalités territoriales en touchant davantage les personnes les plus vulnérables.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/etudes/etude136/etude136.pdf

Crise et pauvreté : la Loire-Atlantique plus préservée malgré une accentuation des disparités

Insee Flash, n°1, juillet 2014, 2 pages

La Loire-Atlantique fait partie des départements les moins marqués par l'augmentation de la pauvreté consécutive à la crise économique. Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté a crû de 0,6 point, alors qu'il augmentait de 0,9 point dans les Pays de la Loire et de 1,2 point en France métropolitaine. En 2011, la pauvreté atteint 10,7 % de la population du département. Si l'emploi a mieux résisté, expliquant en partie ce constat, le marché du travail s'y est toutefois dégradé. Dans un contexte où la population active augmente plus vite en Loire-Atlantique qu'ailleurs en métropole, l'insertion professionnelle et le maintien en emploi sont des défis qui conditionnent l'évolution de la précarité, notamment chez les jeunes. Impactant davantage les personnes dont la situation est déjà fragile, en particulier les familles monoparentales, la crise a renforcé les inégalités territoriales. Le littoral et la couronne périurbaine de Nantes sont plus préservés, alors que la précarité s'intensifie dans le nord de la Loire-Atlantique.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_01/Flash01.pdf

Pauvreté dans le Maine-et-Loire : la crise renforce les disparités territoriales

Insee Flash, n°2, juillet 2014, 2 pages

Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté s'est accru de 0,9 point dans le Maine-et-Loire suite aux conséquences de la crise économique. Dans le même temps, la pauvreté a augmenté dans des proportions similaires dans les Pays de la Loire et de 1,2 point en France métropolitaine. En 2011, 12,1 % de la population du département est en situation de pauvreté, une proportion qui reste inférieure au niveau national (14,3 %). Les destructions d'emplois, en particulier dans le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, ont fortement dégradé le marché du travail. Dans ce contexte, l'insertion des jeunes et le maintien en emploi des seniors constituent quelques-uns des défis auxquels est confronté le Maine-et-Loire. La pauvreté s'est renforcée dans les agglomérations, notamment à Angers, ainsi qu'à l'est et au nord du département.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_02/Flash02.pdf

La Mayenne n'échappe pas à la hausse de la pauvreté

Insee Flash, n°3, juillet 2014, 2 pages

A l'instar des autres départements de la région, la Mayenne a été touchée par l'augmentation de la précarité induite par la crise économique. Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté a crû de 0,9 point, comme dans les Pays de la Loire, et de 1,2 point en France métropolitaine. En 2011, la pauvreté concerne 12,2 % de la population de la Mayenne, une proportion inférieure au niveau national (14,3%). La dégradation du marché du travail, en lien avec les nombreuses destructions d'emplois, a pesé sur l'insertion et le maintien en emploi des actifs, notamment des jeunes. Le taux de pauvreté chez les 18-29 ans a augmenté davantage qu'au niveau régional. Ce constat pose un défi pour le département, qui connaît un déficit migratoire important de cette classe d'âge. La pauvreté s'est renforcée dans l'agglomération de Laval, tandis que son augmentation a été plus mesurée dans le sud de la Mayenne.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_03/Flash03.pdf

La pauvreté augmente fortement dans la Sarthe sous l'effet de la crise

Insee Flash, n°4, juillet 2014, 2 pages

La Sarthe est le département des Pays de la Loire le plus affecté par l'augmentation de la pauvreté induite par la crise économique. Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté a crû de 1,8 point, quand il a augmenté de 0,9 point dans la région et 1,2 point en France métropolitaine. En 2011, la pauvreté concerne 13,1 % de la population sarthoise, une proportion qui reste en deçà du niveau national. La forte dégradation du marché du travail a pesé sur la hausse de la précarité. En particulier, l'insertion des jeunes dans la vie active s'avère difficile dans un contexte économique fragilisé. En outre, les problématiques de maintien en emploi des seniors et de reconversions professionnelles se posent avec plus d'acuité. La pauvreté s'est notamment renforcée dans les agglomérations du Mans et de Sablé-sur-Sarthe.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_04/Flash04.pdf

Pauvreté : la crise affecte moins la Vendée mais y accentue les disparités

Insee Flash, n°5, juillet 2014, 2 pages

La Vendée a été moins frappée par l'augmentation de la précarité induite par la crise économique. Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté a crû de 0,7 point, quand il a augmenté de 0,9 point dans les Pays de la Loire et de 1,2 point en France métropolitaine. En 2011, la pauvreté concerne 11 % de la population vendéenne. La dégradation du marché du travail a toutefois pesé sur l'augmentation de la pauvreté chez les jeunes Vendéens. Avec une population active qui croît beaucoup plus rapidement qu'ailleurs en métropole, la Vendée se heurte aux défis d'insérer ses jeunes et de maintenir ses seniors en emploi. Si le littoral s'avère relativement préservé, la précarité se renforce dans le sud de la Vendée et dans l'agglomération de la Roche-sur-Yon.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_05/Flash05.pdf

Rapport national

Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés

Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), juin 2014, 273 pages

Dans son rapport remis à la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports, le HCEfh identifie trois priorités pour aller vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans les territoires fragilisés : l'emploi, l'espace public, la citoyenneté, les violences de genre et l'accès aux droits et aux services des femmes et des filles.

http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hcefh_rap_egaliter_vf.pdf

L'enquête de 2012 sur les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux : au croisement de l'évaluation des politiques publiques et de la statistique publique

DREES, Séminaire 3S du 24 juin 2014, publication 30 juin 2014

La DREES mène depuis 2003 des enquêtes sur les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux pour éclairer les acteurs et le débat public sur les minima sociaux. L'enquête de 2012 innove par rapport aux enquêtes précédentes en se penchant sur les mesures du niveau de vie et du reste-à-vivre des bénéficiaires.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/l-enquete-de-2012-sur-les-conditions-de-vie-des-11306.html>

Minima sociaux : la hausse du nombre d'allocataires s'accélère en 2012

DREES, Etudes et Résultats, n°883, juin 2014, 6 pages

Fin 2012, 3,8 millions de personnes perçoivent l'un des neuf minima sociaux, un nombre en hausse de 4,4 % en un an (après environ +2,5 % en 2010 et 2011). C'est la plus forte progression, depuis près de vingt ans, après l'augmentation de 6,2 % en 2009. Avec les conjoints et les enfants à charge, 10,4 % de la population française sont couverts par les minima sociaux.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er883.pdf>

Etat du tissu associatif et bilan de l'emploi du secteur non lucratif en 2013

Centre de ressources CRDLA du champ social, médico-social et santé porté par l'UNIOPSS en partenariat avec Recherches et Solidarités, fiches pratiques, septembre 2013

Fiche pratique élaborée par le Centre de ressources de l'action sociale (CRDLA) médico-social et santé en partenariat avec l'association Recherches & Solidarités afin de mettre à la disposition des acteurs de l'accompagnement des associations de solidarité, des données sur la dynamique associative et en particulier sur l'emploi.

http://www.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2014/l_septembre_2014//201409_ficheCRDLA_RS_bilanemplois2013.pdf

Rapport national

Dix ans de politiques de diversité : quel bilan ?

Rapport de l'Institut Montaigne, septembre 2014, 112 pages

Quinze ans après la victoire de la France « black-blanc-beur » à la Coupe du monde de football en 1998 et près de dix ans après le lancement de la Charte de la diversité, quel bilan peut-on aujourd'hui tirer des actions mises en oeuvre pour la promotion de la diversité ? Quelles politiques ont été les plus efficaces et dans quels secteurs ? Ces politiques sont-elles toujours porteuses de sens et quels sont les freins encore rencontrés par les populations cibles ? Ce rapport fait le choix de considérer les politiques de lutte contre la discrimination et de promotion de la diversité mises en place dans deux secteurs clés que sont le marché de l'emploi et l'éducation au regard de quatre dimensions : l'origine, le genre, l'âge et le handicap. Ces critères sont aussi, en volume, les principaux motifs de plainte pour discrimination.

http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/rapport_politique%20de_diversit%C3%A9_institut_montaigne.pdf

Les associations en Pays de la Loire : repères et chiffres clés

Recherches et Solidarités, septembre 2014, 35 pages

Septième présentation qui vise à fournir des éléments chiffrés actualisés, concernant la vie associative régionale, en la situant dans l'ensemble national, à partager quelques constats avec les acteurs et les décideurs locaux, en insistant sur les spécificités de la région, à fournir également aux chercheurs de la région des données sous un angle historique, sociologique ou encore socio-économique

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/pdf/pays-de-loire-arf-asso-2014.pdf>

La France associative en mouvement, 12^{ème} édition

Recherches et Solidarités, septembre 2014, 38 pages

Le secteur associatif représente en 2013, 165 000 associations employeurs occupant 1 813 000 salariés et distribuant 37 milliards d'euros de masse salariale. L'emploi associatif correspond à près d'un emploi sur dix du secteur privé. Il a connu une évolution positive dans un contexte difficile : + 0,2 % entre 2012 et 2013, quand l'ensemble du secteur privé a enregistré une baisse de - 0,5 %. Cette observation se poursuit au premier trimestre 2014.

<http://www.recherches-solidarites.org/media/uploads/france-associative2014.pdf>

Les associations sanitaires et sociales en région

Recherches et Solidarités, Newsletter n°68 du 21 octobre 2014

L'Association des régions de France, la Caisse des dépôts et Recherches et Solidarités se mobilisent chaque année pour offrir les chiffres les plus récents sur les associations en région. Après le panorama d'ensemble actualisé en septembre, le dernier bilan des associations sanitaires et sociales, réalisé en lien avec l'UNIOPSS, est disponible pour chacune des 26 régions.

<http://recherches-solidarites.org/page/dans-les-territoires/etudes-en-region/>

Emploi, Formation

En février 2013, 43 % des jeunes sortants de lycée ont un emploi sept mois après la fin de leurs études

DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective, et de la performance), Note d'information n° 9, avril 2014, 4 pages

En février 2013, sept mois après leur sortie de formation professionnelle ou technologique en lycée, 43 % des lycéens ont un emploi. Les autres sont au chômage ou inactifs. La situation d'emploi est bien moins favorable que celle observée en 2012. Le diplôme demeure toujours déterminant dans l'insertion des jeunes : 61 % des diplômés d'un BTS travaillent contre 22 % des sortants sans aucun diplôme. Le taux d'emploi varie fortement d'une académie à l'autre, en lien avec le contexte économique local et les différences de niveau de formation des sortants.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2014/80/9/DEPP_NI_2014_09_fevrier_2013_43_pour_cent_jeunes_sortants_ly_cee_emploi_sept_mois_apres_fin_leurs_etudes_311809.pdf

L'activité des Missions locales en 2012 et 2013 : l'accès à l'emploi des jeunes suivis se dégrade malgré un fort recours aux contrats aidés

Dares Analyses, juin 2014, n°48, 8 pages

Depuis 2011, le nombre de jeunes en contact avec le réseau a augmenté et a atteint en 2013 un niveau historique : 1 446 000, dont 1 224 000 reçus en entretien individuel par un conseiller. L'activité globale s'est logiquement accrue avec un peu moins de 4,5 millions d'entretiens individuels assurés par les conseillers des Missions locales.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-048.pdf>

Diagnostic territorial

Diagnostic territorial pour l'emploi et la formation Pays d'Ancenis 2013

Comité de bassin d'emploi du Pays d'Ancenis, Observatoire de l'Économie du pays d'Ancenis, février 2014, 4 pages

Ce diagnostic territorial a pour objectif d'analyser les incidences de la conjoncture sur l'économie et l'emploi en s'appuyant sur des informations qualitatives et statistiques. Il donne les derniers chiffres et enjeux liés à l'évolution du tissu économique, au contexte social, à la population active et aux caractéristiques de l'emploi.

http://www.paysancenis.com/uploads/media/2013_Diagnostic_territorial_emploi_formation_Pays_Ancenis.pdf

La métropole nantaise : premier rempart face à la crise dans les Pays de la Loire

Insee analyses n°1 – Pays de la Loire juin 2014, 4 pages

Par comparaison avec l'échelle nationale, l'attractivité et les spécificités du tissu économique local ont permis aux territoires des Pays de la Loire, comme à ceux des autres régions de l'Ouest, de mieux faire face à la crise économique. Dans la métropole nantaise, l'emploi y augmente sensiblement entre 2006 et 2011 et s'accompagne d'une croissance de la population active et du niveau de qualification. Les autres grandes aires régionales connaissent des résultats différenciés : positifs pour Saint-Nazaire, La Roche-sur-Yon et Angers, moins favorables au Mans et à Laval.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=3&ref_id=21394

L'emploi dans l'économie sociale en Pays-de-la-Loire en 2013

Recherches et Solidarités, juin 2014, 12 pages

Avec près de 14 000 établissements employeurs de l'économie sociale, la région Pays de la Loire a plus de 153 000 salariés, soit 14,1 % du total des salariés privés. Cela représente 3,3 milliards d'euros de salaires distribués.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201406_arf_es_pays-de-la-loire_0.pdf

Entrer et rester dans l'emploi : un levier de compétitivité, un enjeu citoyen

Note du groupe de travail « formation professionnelle », présidé par Mathilde Lemoine

Dans un contexte où le chômage reste durablement à un niveau élevé, et malgré la loi du 5 mars 2014, la tentation est forte de faire de la formation professionnelle, non pas un instrument actif de réduction des inégalités et de renforcement de la compétitivité, mais la « voiture-balai » du modèle social français. Issu d'un groupe pluridisciplinaire présidé par Mathilde Lemoine, les propositions de ce rapport ont pour objectif d'améliorer l'efficacité, l'équité, l'accessibilité et la lisibilité de notre système de formation continue, en tenant notamment compte, au-delà des gains individuels ou privés, des gains sociaux.

<http://www.tnova.fr/note/entrer-et-rester-dans-l-emploi-un-levier-de-comp-titivit-un-enjeu-citoyen>

Apprentis des Pays de la Loire : du premier pas dans l'autonomie à l'insertion professionnelle

Insee Etude, n°137, juin 2014, 4 pages

Les Pays de la Loire concentrent 7 % des apprentis de France métropolitaine, ce qui représente 29 293 apprentis en 2012. Le contexte industriel de la région, le nombre important de micro-entreprises et de PME, le profil sociodémographique ligérien ainsi que les actions publiques de valorisation expliquent en partie le succès régional de cette voie de formation en alternance. Dans la région, 4,6 % des jeunes âgés de 15 à 29 ans se forment par l'apprentissage, soit 1,3 point de plus qu'en France métropolitaine en 2010.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/etudes/etude137/etude137.pdf

Dans toutes les régions, des départs massifs de fin de carrière d'ici 2020

Insee Première, n°1508, juillet 2014, 4 pages

Les régions les plus concernées par les départs de fin de carrière seraient naturellement celles où les seniors pèsent le plus parmi les actifs occupés en 2009. Les taux de retrait des actifs sur la période 2009-2020 s'échelonnant de 29% à

34%, seraient légèrement plus forts dans les régions où la population active est plus âgée (Limousin, Auvergne) que dans celles où elle est plus jeune (Alsace, Nord - Pas-de-Calais, Pays de la Loire soit 29%). Par type de métier, en Pays de la Loire, le domaine qui connaîtrait le taux de retrait le plus important serait celui suivi du domaine des services aux particuliers et aux collectivités (39%), puis celui de la banque et des assurances (37%), celui de l'agriculture, de la marine et de la pêche (32%), enfin celui de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive (28%).

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1508/ip1508.pdf>

Forte croissance des emplois dans les services depuis 20 dans les Pays de la Loire

Insee Flash, n°6, août 2014, 2 pages

L'économie des Pays de la Loire s'est fortement tertiaisée depuis 20 ans, rattrapant ainsi son retard par rapport aux autres régions françaises. Les services ont créé 304 000 emplois salariés depuis 1989, plaçant la région en deuxième position des plus fortes croissances sur vingt ans. Ce dynamisme s'observe surtout dans les activités marchandes, notamment les services aux entreprises, surreprésentés dans la région. La Vendée et la Loire-Atlantique enregistrent les progressions les plus importantes. L'effet de rattrapage est ainsi très marqué en Vendée tandis que la Loire-Atlantique reste le département où l'activité tertiaire est la plus développée.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/Inf_06/Inf_06.pdf

L'emploi dans les Pays de la Loire : une concentration continue depuis 20 en milieu urbain

Insee Flash, n°9, septembre 2014, 2 pages

Dans les Pays de la Loire comme ailleurs, alors que l'emploi s'est concentré dans les pôles urbains depuis 1990, les actifs se sont largement installés à leur périphérie, parfois éloignée. Certains territoires autour de Nantes et La Roche-sur-Yon, ou sur le littoral, ont tiré leur épingle du jeu grâce au développement sur place d'emplois «présentiels». A contrario, de nombreux territoires d'accueil pour les actifs n'ont pas vu leur emploi dynamisé pour autant, en particulier dans la Sarthe, la Mayenne et le sud-Vendée.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/Inf_09/Inf_09.pdf

Enquête 2013 auprès de la Génération 2010 – Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme

Bref du Céreq, n°319, 2014, 8 pages

Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès de la Génération 2010 sont disponibles. En 2013, trois ans après leur sortie du système éducatif, 22 % des jeunes actifs sont en recherche d'emploi. Il s'agit du niveau le plus haut jamais observé dans les enquêtes d'insertion du Céreq. La hausse, par rapport à la Génération 2004, est de 16 points pour les non-diplômés et de 3 points pour les diplômés du supérieur long. Toutefois, les premiers emplois ne sont ni plus précaires, ni moins rémunérateurs.

<http://www.cereq.fr/index.php/publications/Bref/Enquete-2013-aupres-de-la-Generation-2010-Face-a-la-crise-le-fosse-se-creuse-entre-niveaux-de-diplome>

1,2 million de travailleurs sociaux en 2011

DREES, Etudes et Résultats, n°893, septembre 2014, 6 pages

Parmi les 1,2 million de travailleurs sociaux en France métropolitaine, 40 % travaillent auprès de particuliers employeurs, comme assistantes maternelles, gardes d'enfants à domicile ou aides à domicile. Le secteur de la prise en charge des personnes âgées dépendantes constitue le deuxième principal domaine d'emploi des travailleurs sociaux.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/1-2-million-de-travailleurs-sociaux-en-2011.11357.html>

Enfance, Jeunesse, Famille

Rapport national

Evaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire

Rapport de diagnostic du ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR), mené en coopération avec le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), 28 mars 2014, 151 pages

Chaque année, 140 000 élèves de 16 à 25 ans sortent du système éducatif sans avoir obtenu un diplôme professionnel ou le bac. Et, depuis près de dix ans, ce flux annuel de « décrocheurs » ne diminue pas.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2014/85/8/Rapport-Evaluation-partenariale-de-lutte-contre-le-decrochage-scolaire_331858.pdf

Synthèse : http://cache.media.education.gouv.fr/file/2014/93/4/MAP_Decrochage_diagnostic_synthese_331934.pdf

Rapport national

Rapport au comité interministériel de la jeunesse : priorité jeunesse

Tome 2, mars 2014, 186 pages

Ce tome 2 du rapport dresse un état de la jeunesse, il comporte : un tableau de bord interministériel et une mise en perspective européenne réalisée par l'INJEP sous sa seule responsabilité. Celle-ci offre une vision territorialisée de la situation des jeunes et met à disposition les données statistiques européennes sur les jeunes : éducation, emploi, culture/numérique/créativité, engagement/ participation sociale et politique, mobilité européenne et internationale. Ces thèmes correspondent aux priorités de l'Union européenne dans le cadre de la stratégie pour la jeunesse 2010-2018.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/144000151/0000.pdf>

Guide politiques de jeunesse en milieu rural : Pourquoi, comment ? Repères, témoignages, perspectives

Sous l'égide de la DDCS de Maine-et-Loire, avril 2014, 68 pages

Ce guide, réalisé par la DDCS en partenariat avec les fédérations d'éducation populaire du département, les sociologues de l'entreprise Jeunesse développement intelligents (Jeudevi) et la Caisse d'allocations familiales (CAF) est mis à disposition des élus locaux et professionnels de jeunesse. Les deux premières parties établissent un état des lieux départemental des politiques de jeunesse d'une part, et des publics adolescents et jeunes d'autre part. La troisième partie évalue l'impact d'une politique de jeunesse en milieu rural. Les parties suivantes proposent des outils concrets pour construire une telle politique : les méthodes pour bâtir un projet de politique de jeunesse, le portage juridique, la fonction animation, le coût et les ressources institutionnelles et associatives.
http://www.maine-et-loire.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_POLITIQUE_DE_JEUNESSE_EN_MILIEU_RURAL.pdf

Marre de l'école : les motifs de décrochage scolaire

Notes du CREN (Centre de recherche en éducation de Nantes), n°17, mars 2014, 9 pages

Une recherche conduite auprès de 1 155 jeunes ayant interrompu leurs études secondaires dresse les principales raisons du décrochage directement évoquées par les jeunes concernés. Ces derniers condamnent fortement le système scolaire qu'ils considèrent comme inadapté, sélectif et injuste.
http://www.cren.univ-nantes.fr/1395048641542/0/fiche_actualite/%26RH=CREN

Etude auprès des jeunes raccrocheurs et de leurs parents, Rapport d'étude qualitative

SGMAP/BVA, mai 2014, 96 pages

Le SGMAP a interrogé les jeunes raccrocheurs qui bénéficient/ont bénéficié d'une aide institutionnelle au rattachement, afin de comprendre quel est le chemin institutionnel parcouru ; et également leurs parents pour comprendre la place qui leur est accordée ou non par les institutions.
<https://www.data.gouv.fr/storage/f/2014-07-03T11-24-01/epp-decrochage-scolaire-rapport-etude-sgmap-bva.pdf>

Les aides apportées par les proches : les jeunes bénéficient plus souvent de l'aide de leurs proches

Insee Première n°1498, mai 2014, 4 pages

Ce sont les moins de 30 ans qui reçoivent le plus souvent le soutien de leurs proches (54 % contre 37 % pour les personnes de 30 ans ou plus). C'est le cas quelle que soit la nature de l'aide apportée, mais plus particulièrement pour l'aide financière : 22 % des moins de 30 ans déclarent en avoir bénéficié contre seulement 7 % au-delà de 30 ans. En effet, beaucoup de jeunes quittant le logement de leurs parents ne sont pas autonomes financièrement car ils ne disposent pas de revenu suffisant (étudiants, jeunes actifs connaissant des périodes de chômage ou ayant de faibles salaires).
<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1498/ip1498.pdf>

Géographie de l'école de 2014

Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance, publication n°11, juin 2014, 148 pages

Les résultats présentés donnent des comparaisons entre académies et sont à la fois internes au système éducatif (maîtrise de la lecture, réussite aux examens) et externes (accès à l'emploi selon le diplôme possédé). Dans les Pays de la Loire, l'apprentissage est particulièrement développé et les sorties de scolarité sans formation sont parmi les plus faibles de France (7,5 % dans la région contre 10,5 % dans la France entière). Par ailleurs, un grand nombre de jeunes parvient à trouver un emploi dans les sept mois qui suivent leur sortie de l'école : entre 38 et 44 % des jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP, entre 53 et 60 % des bacheliers professionnels et entre 60 et 67 % des BTS.
http://cache.media.education.gouv.fr/file/geo11/87/3/DEPP_GEO_2014_334873.pdf

Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage.

Gérard Boudesoul, Patrice Caro, Yvette Grelet, Céline Vivent Centre associé Céreq pour la Basse-Normandie - ESO Caen, coédition Céreq/DEPP (MEN), juin 2014

Cet atlas décrit la situation de chaque académie selon une double approche cartographique, à l'échelle des cantons. La première carte répartit les cantons suivant les atouts et les difficultés qui les caractérisent en termes de conditions de vie plus ou moins propices à la réussite scolaire. La seconde carte représente un indicateur de difficulté scolaire, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés. En décrivant ainsi les spécificités des académies et leurs disparités internes, cet ouvrage apporte un éclairage original sur les inégalités territoriales en matière de risques d'échec scolaire.

<http://www.cereq.fr/index.php/actualites/Atlas-academique-des-risques-sociaux-d-echec-scolaire-l-exemple-du-decrochage>

Le service civique, un atout pour les jeunes

Jeunesses, études et synthèses n°20, Observatoire de la jeunesse, juin 2014, 4 pages

Alors que le nombre de jeunes qui bénéficieront du Service civique en 2014 est porté à 35 000 et que ce temps d'engagement prend progressivement sa place dans la politique d'emploi des jeunes et de lutte contre le décrochage scolaire, ce numéro de Jeunesses études et synthèses questionne la place occupée par le Service civique dans le parcours de vie des jeunes volontaires et le rôle que cette expérience a pu jouer dans leur projet professionnel ou de formation.

http://www.injep.fr/IMG/pdf/JES20_service_civique_BD.pdf

Rapport national

Liberté, égalité, citoyenneté : un Service Civique pour tous. Rapport sur l'avenir du service civique

François Chérèque, Agence du service civique, juillet 2014, 63 pages

Alors que le service civique dans sa cinquième année, est « victime de son succès » avec actuellement cinq demandes pour une mission, le rapport a pour objectif de proposer des pistes pour arriver à l'objectif présidentiel de 100 000 jeunes en service civique par an en 2017. L'impact du service civique sur les jeunes qui le font a été évalué de manière très positive sur plusieurs aspects. TNS Sofres en 2013 a montré que les jeunes ayant terminé leur service civique ont une attitude plus positive vis-à-vis de leur environnement que les autres jeunes du même âge, et s'inscrivent dans un parcours vers l'emploi plus dynamique. 75% des volontaires sont soit en stage, soit en formation, soit en emploi, 6 mois après le service civique. Cet effet sur le parcours professionnel et l'insertion est plus marqué pour les jeunes les moins qualifiés : le service civique offre donc bien un « rattrapage » aux jeunes les moins bien partis

http://www.jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/CHEREQUE_Liberte_egalite_citoyennete_Un_service_civique_pour_tous.pdf

Quitter le foyer familial : les jeunes adultes confrontés à la crise économique

DREES, Etudes et résultats, n°887, 23 juillet 2014, 6 pages

Plus de la moitié des jeunes adultes sortis du système éducatif en 2007 n'habitent plus chez leurs parents en 2010. Les jeunes hommes sont moins nombreux à quitter le foyer parental que les jeunes femmes : c'est le cas de 45 % d'entre eux, contre 64 % des jeunes femmes. Par rapport aux jeunes adultes sortis du système éducatif en 2004 et interrogés en 2007, le taux de départ du domicile parental a baissé de 4 points en 2010.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/quitter-le-foyer-familial-les-jeunes-adultes-confrontes-a,11331.html>

Le retard scolaire à l'entrée en 6^{ème} : plus fréquent dans les territoires les plus défavorisés

Insee Première, n°1512, septembre 2014, 4 pages

Parmi les élèves ayant fait leur première rentrée en classe de 6e en septembre 2011, 12,3 % accusent un retard scolaire d'au moins un an. La probabilité d'être en retard pour un élève varie fortement selon ses caractéristiques sociodémographiques (sexe, nationalité...) et celles de sa famille (profession des parents). Elle varie également sensiblement selon l'environnement géographique, à différentes échelles. Au sein des académies, des communes ou encore du voisinage très proche des enfants, les retards scolaires sont les plus fréquents dans les territoires marqués par la plus forte précarité économique et sociale des habitants. Le risque de retard scolaire est lié significativement aux caractéristiques du voisinage, au-delà des seules caractéristiques des élèves.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1512

Synthèse du rapport d'enquête sur la prostitution des étudiant-e-s

Amicale du Nid 34, Université Paul Valéry, Montpellier, 6 pages

Une recherche action soutenue par l'Agglomération de Montpellier et la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité du Languedoc-Roussillon, qui montre la réalité de la prostitution étudiante (4 % des répondant-e-s disent avoir accepté de l'argent ou autre chose en contre partie d'un acte sexuel). « Contrairement aux idées de sens commun, la précarité n'est pas la cause unique de la prostitution chez les étudiant-e-s. Celle-ci est le résultat d'un ensemble de facteurs individuels et sociaux plus complexes ». Elle concerne un pourcentage important d'hommes (37 %) et est souvent déguisée sous des abords plus glamour. On parle sur Internet d'escorting, par exemple plutôt que de prostitution. Partant du constat des nouveaux modes opératoires du phénomène prostitutionnel, l'association préconise deux actions de prévention, la première se déroulant sur Internet et les réseaux sociaux, et la seconde au travers d'un

programme d'animation spécifique auprès des jeunes visant les élèves de terminale, en amont de leur entrée à l'université.

<http://www.amicaledunid.org/images/Synthse-rapport-PE-version2.pdf>

Adolescents en France : le grand malaise – Consultation nationale des 6-18 ans 2014

UNICEF, septembre 2014, 60 pages

Pour la deuxième année consécutive, l'UNICEF France a mené une étude de grande ampleur auprès des 6-18 ans. Le rapport issu de cette étude fait ressortir le cumul des inégalités vécu par les enfants en situation de privation et le malaise grandissant entre l'enfance et l'adolescence. (...) Deux principaux enseignements s'en dégagent (...) : les enfants en situation de privation cumulent les difficultés en matière d'intégration sociale ; par ailleurs, plus du tiers des participants est en situation de souffrance psychologique, et cette proportion augmente avec l'âge, atteignant 43 % chez les plus de 15 ans. La prévalence des idées suicidaires, de la tentative de suicide et des conduites addictives chez les adolescents est elle aussi d'une ampleur inquiétante.

http://www.unicef.fr/userfiles/Consultation_2014.pdf

Conférence Régionale des Acteurs des Jeunesses (CRAJ) : compte-rendu des échanges de la journée du 25 juin 2014

Région Pays de la Loire, 4^{ème} édition, en co-animation avec les services de l'Etat (DRJSCS), 25 juin 2014, 54 pages

Compte rendu des échanges de la 4e Conférence régionale des acteurs des jeunesses (CRAJ) qui a eu lieu le 25 juin 2014. Quatre ateliers étaient organisés sur les thèmes de la mobilité internationale, du logement, de l'orientation et du numérique. Par ailleurs, une réflexion a été menée sur la place que la société est prête à accorder aux jeunes, au regard des grandes difficultés qui les touchent actuellement. L'Insee a notamment présenté ses travaux sur la paupérisation de la jeunesse.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=23092

Logement, Hébergement

Mieux connaître le processus d'expulsion locative

Lettre de L'ONPES, n°2, juin 2014, 9 pages

L'ONPES, en collaboration avec les principaux producteurs de données nationaux dans ce champ d'étude, a souhaité produire l'information la plus précise possible au niveau national sur l'importance quantitative de ce phénomène, à tous les stades du processus.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/lettre_no2_-_juin_2014.pdf

Accessibilité et accès aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en 2011

DREES – Etudes et Résultats, n°891, septembre 2014, 6 pages

Fin 2011, on compte en moyenne 101 places en Ehpad pour 1000 personnes de 75 ans ou plus. Les Pays de la Loire et l'Auvergne affichent des taux d'équipement les plus élevés.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/accessibilite-et-acces-aux-etablissements-d-hebergement,11351.html>

Statistiques

45 000 actifs vendéens de plus en 2030 : un enjeu d'attractivité et de renouvellement

Insee Pays de la Loire, Etude n°138, juin 2014, 4 pages

La Vendée présente depuis dix ans une forte dynamique économique et démographique qui témoigne de son attractivité. Si les tendances actuelles se maintenaient, la Vendée se situerait ainsi parmi les dix départements présentant les plus fortes hausses d'actifs en France métropolitaine.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/etudes/etude138/etude138.pdf

L'économie sociale en 2012

Insee Economie, mise en ligne 8 juillet 2014

En 2012, l'économie sociale représente près de 10% de l'emploi salarié national et 8 % des salaires. Elle est une composante importante de notre économie et regroupe diverses activités en marge des logiques lucratives classiques

mais fait tout de même partie de la vie de millions de citoyens. Les résultats des effectifs salariés, leur poids, les répartitions des salariés, les établissements sont disponibles au niveau régional.
http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

Des outils d'information sur la mesure de la pauvreté

Insee, Kit pédagogique sur la mesure de la pauvreté, 9 septembre 2014

Comment le système statistique définit la pauvreté ? Comment l'Insee mesure-t-il la pauvreté ? A quoi sert cette mesure et quelles en sont les limites ? Le Kit pédagogique comprend un numéro d'Insee en bref, une vidéo, un quiz de 10 questions.

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/dossiers_actualite/comprendre-pauvrete.htm

Région de naissance, région de domicile – Cartes interactives

Insee Population-Recensement

Les données collectées lors du recensement de la population permettent de connaître le lieu de naissance et le lieu de résidence des personnes recensées. Des cartes, élaborées à partir des résultats du recensement au niveau régional, fournissent une représentation graphique des migrations entre la région de naissance des habitants de la France en 2008 et leur région de résidence.

<http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/donnees-detaillees/cartes-reg-nais-dom/cartes/cartes.htm>

Structure de la population active entre 1968 et 2011

Insee Bases de données, résultats 2011, 16 octobre 2014

Les bases de données des résultats du recensement de la population présentent, aux niveaux départemental et communal, la structure de la population active de 25 à 54 ans selon la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de diplôme, le sexe et le secteur d'activité.

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=recensement/resultats/actualites-recensement.htm>

MEMBRES DE LA PLATEFORME

COMITE TECHNIQUE

[ARS Pays de la Loire](#)

[Conseil général de Loire-Atlantique](#)

[Conseil général de Maine-et-Loire](#)

[Conseil général de la Sarthe](#)

[Conseil général de Vendée](#)

[Conseil régional des Pays de la Loire](#)

[Direction régionale de l'INSEE](#)

Directions départementales de la cohésion sociale

[44](#) ; [49](#) ; [72](#) ; [85](#)

et de la protection des populations : [53](#)

[DRJSCS Pays de la Loire](#)

AUTRES MEMBRES

[Caisses d'allocation familiales](#)

[CARSAT Pays de la Loire](#)

[CREAI Pays de la Loire](#)

[DIRECCTE Pays de la Loire](#)

[DTPJJ Loire Atlantique-Vendée](#)

[DREAL Pays de la Loire](#)

[les MDPH](#)

[MSA](#)

[ORS Pays de la Loire](#)

[Préfecture des Pays de la Loire](#)

[Rectorat de l'académie de Nantes](#)



Editeur :
Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire

Nous contacter :
[drjscs44-plateforme\(arobase\)drjscs\(point\)gouv\(point\)fr](mailto:drjscs44-plateforme(arobase)drjscs(point)gouv(point)fr)
www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr

| [S'inscrire](#) | [Se désinscrire](#) |